



---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 16 /3 (1989)

DOI: 10.11588/fr.1989.3.53636

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.



ANNIE LACROIX-RIZ

LA FRANCE FACE A LA MENACE MILITAIRE  
ALLEMANDE AU DEBUT DE L'ERE ATLANTIQUE:  
UNE ALLIANCE REDOUTEE,  
FONDEE SUR LE REARMEMENT ALLEMAND, 1947-1950

L'historiographie française a jusqu'ici décrit l'obligation imposée à l'Europe en général, et à la France en particulier, d'opérer un renversement, quelques années après la capitulation allemande, de l'alliance militaire anti-germanique »de revers« née du XIX<sup>e</sup> siècle et renforcée par la Seconde Guerre Mondiale: c'est l'agressivité soviétique réelle ou supposée, de Kominform en guerre de Corée, en passant par le »coup de Prague« et le »Blocus de Berlin«, qui aurait contraint les Français, encore traumatisés par le récent conflit, à changer d'adversaire; la raisonnable évaluation des nouveaux rapports de forces les aurait ainsi conduits à partager la conviction américaine qu'il fallait, pour conjurer le mortel péril, faire appel à l'ennemi d'hier, seul Européen qui, par ses forces matérielles (industrielles) et la qualité de ses effectifs, pût mettre la partie occidentale du continent en état de contrebalancer la grande puissance orientale hostile.

Les dossiers ouverts aux Etats-Unis<sup>1</sup> comme à Paris et les travaux entamés sur ces bases modifient radicalement une approche née de la Guerre froide, mais qui lui a, particulièrement en France, obstinément survécu: en ce qui concerne le cas français, la documentation disponible au Quai d'Orsay écarte sans équivoque, malgré des apparences spectaculaires, la thèse du changement d'ennemi. Sans revenir sur ce qui a fait l'objet d'autres études<sup>2</sup>, on s'attachera donc à montrer que la phase ultime des

1 Du côté américain, il faudrait citer toute l'historiographie »révisionniste« – au sens anglo-saxon du terme. On trouvera une recension partielle des travaux américains dans mon article 1947-1948, du Kominform au »coup de Prague«: l'Occident eut-il peur des Soviétiques et du communisme? dans: *Historiens et Géographes* 324 (1989), n. 1 à 6 et dans d'autres travaux sur le sujet, cités infra. Les aspects militaires de la question ont été étudiés par Melvyn LEFFLER, notamment dans *The American Conception of National Security and the Beginnings of the Cold War, 1945-1948*, dans: *American Historical Review* 89 (1984) p. 346-400; *Strategy, Diplomacy and the Cold War: the United States, Turkey and NATO 1945-1952*, dans: *The Journal of American History* 71 (1985) p. 807-825; *The United States and the Strategic Dimensions of the Marshall Plan*, dans: *Diplomatic History* 12 (1988) p. 277-305.

2 Sur l'intangibilité de la perception militaire de l'URSS et de l'Allemagne – étude qui constitue le préalable au présent article –, Annie LACROIX-RIZ, *Sécurité française et menace militaire allemande avant la conclusion des alliances occidentales: les déchirements du choix entre Moscou et Washington, 1945-1947*, dans: *Relations internationales (RI)* 51 (1987) p. 289-312; *Vrais et faux ennemis de la France au début de l'ère atlantique: la perception militaire de l'Allemagne et de l'URSS 1947-48-1950*, art. à par., dans: *Revue d'Allemagne*, 1989. Ces articles, comme ceux cités plus loin, citent largement les travaux français fidèles à une »lecture de guerre froide« – pour reprendre l'expression par laquelle

préparatifs atlantiques et les prémices du réarmement officiel de l'Allemagne occidentale ne dissuadèrent pas la France, incontestable alliée des Etats-Unis, de demeurer hantée par la menace militaire allemande ni de considérer que le Pacte américain en gestation amplifiait les dangers qu'il prétendait circonscrire.

On étudiera donc ici, dans un premier temps, la perception française de la politique anglo-saxonne de réarmement de l'Allemagne depuis la fin de 1947 – ardente mission qui n'avait point attendu les heures aiguës de la rupture Est-Ouest et dans laquelle la France reconnaissait l'immuable stratégie du premier après-guerre; dans un second temps, les efforts de Paris, aussi compliqués que vains – comme après 1919 –, pour transformer une alliance dirigée contre l'Est en »garantie« contre les élans irrédentistes et vengeurs d'un Etat germano-occidental promis à l'évacuation des troupes d'occupation et à la souveraineté d'allié tout neuf.

### I Danger allemand ou américain? La perception de 1948

L'engagement sincère et décidé – directement intéressé – dans la »Sainte-Alliance« antibolchevique bâtie à partir de 1948 n'empêcha pas Paris d'en redouter les répercussions sur sa propre sécurité. Rappelons pour mémoire, la question étant étudiée ailleurs, que l'année 1948 fit accomplir un pas en avant considérable à la stratégie américaine de réarmement allemand – avant même que l'Etat ouest-allemand ne fût mis en place –, non seulement en termes de potentiel industriel mais d'effectifs. Sur le premier point, la France put, fin 1947–début 1948, dresser le bilan d'un échec retentissant qui confirmait l'accusation portée, le 9 juillet 1946, par Molotov contre l'absence, chez les Anglo-Saxons, de tout »plan d'ensemble de liquidation du potentiel de guerre«<sup>3</sup>. Au terme de vifs affrontements au sein du Comité de coordination sur la démilitarisation, entre Soviétiques d'une part, Anglais et Américains d'autre part, pendant lesquels, au fil des mois, en 1947, les Français avaient très laborieusement choisi, entre les »deux thèses (...) en présence«<sup>4</sup>, celle des seconds, Paris ne confondit point la consternante réalité des chiffres de la bizonie et la séduction des mots. Retranchés, contre les Français et Soviétiques, derrière une curieuse interprétation de la directive 39 du Conseil de Contrôle, les Anglo-Saxons n'avaient point détruit »la majorité des bâtiments des usines« de guerre, prétendus indispensables ... pour le temps de paix – procédure jugée à Paris particulièrement »désastreuse [si les] usines de guerre [étaient] transformés en usines dites à but pacifique, car la main-d'œuvre serait ainsi maintenue sur place«<sup>5</sup>. Les bâtiments non

Gérard BOSSUAT définit mes propres travaux, *La France et les constructions européennes 1943–1957*, dans *Historiens et Géographes* 319 (1988) p. 157.

3 Rapport cité à la CMAE de Paris, Y 1944–1949, vol. 356, Paix Conditions militaires (février 1946–février 1948), dont le contenu fut confirmé par les Français: cf rapport de Boysson (origine de la citation) du 14 août 1946, Y 1944–1949, vol. 355 (même fonds, août 1944–novembre 1948), Ministère des Affaires Etrangères (plus loin, MAE).

4 Lettre du Commissaire Général des AAA au MAE, Paris, 22 janvier 1947, idem.

5 Application des décisions prises à Moscou sur la démilitarisation, 29 novembre 1947, sans autre mention. Idem. Sur la directive 39 (liquidation du potentiel de guerre) du 2 octobre 1946, voir par ex. le rapport secret, signé Savary, au Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil (annexes), classé dans les dossiers de mai–juin 1947, idem. Sur le choix français en faveur des Anglo-Saxons, manifestement

seulement »conservés«, mais au besoin »reconstruits« figuraient dans les rapports sous le plaisant vocable de »théoriquement liquidé[s]« (...) position Anglo-Américaine (sic) considérant que démontage et stockage équipement avec ou sans déplacement constituent liquidation totale<sup>6</sup>. Les propos tenus à la Conférence de Londres tripartite, fin février-début mars 1948, sur les réparations et restitutions ou sur le »contrôle de la Ruhr« ne laissèrent subsister aucun doute sur les pratiques réelles et les intentions des Anglo-Saxons.

On évoquera plus précisément un exemple des sinistres certitudes d'alors des Français. Ceux-ci comprirent en effet immédiatement la signification militaire d'une »décision très satisfaisante pour les Allemands« et »singulièrement préoccupante«, pour leur voisin, prise officiellement au tout début de 1948, par les Britanniques »d'accord avec les autorités américaines (...), dans le domaine scientifique«: c'est le 26 février qu'eut lieu la séance inaugurale de la »société Max Planck [pour] l'avancement de la science«, présentée par les Anglais comme l'héritière de »la ›Kaiser Wilhelm Gesellschaft«, dissoute en Juillet (sic) 1946, par le comité de coordination« quadripartite de Berlin. Seydoux, commentant la nouvelle à l'intention de Bidault le 1<sup>er</sup> mars, rappela que l'illustre KWG fondée en 1911 et groupant cinquante instituts de recherches scientifiques (physique, chimie, médecine, biologie) »était devenue, sous le régime nazi, l'un des plus précieux facteurs de l'armement de l'Allemagne«. Le nouvel organisme avait été doté d'un nom séduisant, évidemment destiné à masquer, pour la foule, le souvenir de celui, moins plaisant, de son impérial prédécesseur. Les »services britanniques« avaient cependant, insista Seydoux, particulièrement souligné les liens étroits entre les deux institutions – nettement décelables jusque dans les détails juridico-financiers de l'opération anglo-saxonne: composée de 25 instituts de recherche des zones britannique et américaine – y compris ceux qui étaient l'ancienne propriété de la KGW –, la »Société ›Max Planck«, vivier du réarmement, recouvert du manteau de la recherche fondamentale et pacifique, allait par son statut juridique échapper à tout contrôle en matière de désarmement et de démilitarisation, »les Instituts de recherche jouiss[a]nt d'une liberté complète de choix quant à leur adhésion et [étant] garantis contre toute domination extérieure, soit gouvernementale, soit industrielle«<sup>7</sup>.

Appuyés sur les solides fondements matériels du réarmement préservés avec soin depuis 1945 et activement stimulés avant la »Guerre froide« officielle (en compagnie des Anglais), les Américains purent à la même époque passer à l'étape suivante de la

hésitant et embarrassé, voir le c.r. des séances du Conseil de Contrôle ou de ses comités spécialisés, de janvier à décembre 1947, idem.

6 Tél. Noiret n° 411, Commissariat Général des AAA, 21 janvier 1948, Y 1944-1948, vol. 357 (même fonds, CMO janvier-novembre 1948), MAE. Pour le chiffrage des usines liquidées, classées en quatre catégories, en fonction de leur utilisation (décroissante) de guerre, voir particulièrement la note sur le désarmement (Y 1944-1949, vol. 356), bilan au 1<sup>er</sup> décembre 1947: sur 8061 usines à contrôler, 2418 l'avaient été, dont 1453 de catégorie 1 (usines de guerre proprement dites), le reste ayant à peine été effleuré, notamment la catégorie 2, dont la France eût voulu la destruction ou l'affectation aux réparations (613 sur 3459). Au surplus, »contrôle« ne signifiait, chez les Anglo-Saxons, ni destruction ni versement aux réparations...

7 Lettre de Seydoux à Bidault n° 113, Berlin, 1<sup>er</sup> mars 1948. Europe 1944-1949 Allemagne, (plus loin, Allemagne...) vol. 81, Politique britannique (novembre 1947-mai 1949), MAE. Sur la conjoncture (Conférence de Londres), voir LACROIX-RIZ, Vrais et faux... (voir n. 2).

reconstitution à double volet. Vouée, selon un renseignement de janvier 1948, à la mission d'«arsenal des démocraties pour l'Europe [par] certains groupes industriels américains, influents au Département d'Etat», «l'Allemagne occidentale» fournirait «les armements nécessaires», sous le prétexte, censé rassurer les voisins, «que c'est le seul endroit où les Alliés ont le droit d'exercer un contrôle permanent sur la production»<sup>8</sup>. Tandis que l'ancien Allemand naturalisé Américain Friedrich, Professeur à Harvard et Conseiller du Département d'Etat à Washington puis à Berlin – véritable bête noire des Français –, annonçait dès mi-février, dans des conférences remarquées, qu'«il conviendrait très prochainement, d'envisager la reconstitution d'une force armée allemande»<sup>9</sup>, l'heure de l'exécution sonna: l'Ambassadeur Henri Bonnet comprit en mars 1948 d'une conversation avec Eisenhower et le Secrétaire à la Guerre Kenneth que Clay avait précédemment «reçu des instructions» en rapport avec «le souci principal [du] moment [...] organiser en Allemagne le point d'appui contre l'URSS avec l'accord et la coopération active des Allemands eux-mêmes»<sup>10</sup>.

Le thème de «l'égalité des droits» des Allemands appelés à «coopérer», qui s'épanouit à l'ère de la CED, n'avait point attendu cette phase décisive du réarmement allemand. Logiquement, la mise en œuvre effective du programme (germano-américain) lâcha la bride aux ambitions qui n'effrayaient pas seulement les voisins orientaux de l'Allemagne. Certes, Georges Bidault, à la suite des informations transmises par Seydoux à propos de Société Max Planck, fit mine de croire aux vertus et à «la nécessité d'une meilleure coordination entre les Autorités occupantes [occidentales]»; sous l'espérance dérisoire des propos diplomatiques envoyés le 15 mars à Massigli, perça cependant la totale lucidité sur le rôle des Anglo-Saxons: «une politique unilatérale de surenchère qui consiste à accorder de plus en plus d'avantages aux Allemands pour gagner leur sympathie», écrivit le Ministre des Affaires Etrangères 15 jours après le conseiller politique à Berlin, «pourrait rapidement revêtir l'aspect d'une démagogie, fort dangereuse pour l'avenir». Plus direct, Seydoux avait tranché, le 1<sup>er</sup> mars: «Il est préoccupant que nos Alliés se soient engagés dans une politique qui offre à l'opinion allemande des moyens permanents de chantage. Il est plus grave que les résultats qui découlent d'une telle attitude fassent, grâce à la Bizone, tache d'huile en Allemagne occidentale»<sup>11</sup>.

La levée de la nouvelle Wehrmacht – terme universel des fonds du Quai d'Orsay, surtout à l'ère de la CED – allait logiquement amplifier la «démagogie» qui alarmait tant les Français. Il est inconcevable en effet que les Etats-Unis, sous la houlette desquels la mise sur pied des effectifs s'effectua activement dès 1948, n'aient pas au minimum encouragé une surenchère fort pénible pour les voisins occidentaux – quitte à rabrouer vertement les intéressés, zélés mais peu discrets, lorsque les anciens occupés, France au premier chef, protestaient trop vigoureusement. Or, de la CDU

8 Note de renseignement de Tarchini, Washington, 19 janvier 1948, Allemagne 1944-1949, vol. 78, Politique américaine (décembre 1947-juin 1948), MAE.

9 Lettre d'Albert Cambon, Consul à Boston, 21 février 1948. Idem. Sur Friedrich, littéralement épié par suite, les services français – et parfait interprète de la politique allemande de Washington –, même fonds et suite vol. 79 (juillet 1948-juin 1949), MAE.

10 Tél. réservé, confidentiel n° 1336, Washington, 25 mars 1948, Allemagne... vol. 78.

11 Lettres de Bidault à Massigli n° 1083, Paris, 15 mars et de Seydoux à Bidault n° 113, 1<sup>er</sup> mars 1948, déjà citée. Allemagne... vol. 81.

au SPD, en passant par les militaires, de la presse sous licence américaine aux partis, la campagne idéologique accompagna fidèlement les actes. A la fin de 1948, à un moment où l'affaire fut assez avancée pour justifier une protestation, demeurée officieuse, de Robert Schuman<sup>12</sup>, Paris eut probablement quelque peine à recenser exhaustivement le flot des déclarations ouest-allemandes favorables, sous des formes plus ou moins prudentes et dissimulées, au réarmement.

Adenauer renonça »en privé« à son hochet »public« – »réclamer l'institution d'une police fédérale dotée de moyens modernes« – au profit d'une revendication aux accents européens anticipant sur la CED – »une armée allemande (...) placée sous le commandement du Quartier Général européen dans le cadre du Pacte des cinq«<sup>13</sup>.

La droite du SPD oublia devant les cénacles discrets les réactions prévisibles d'une base sociale que les perspectives du réarmement n'avaient guère de chance de séduire: il est d'ailleurs peu étonnant que le Parti de Schumacher – l'apôtre d'une »égalité des droits« sans complexe, hostile, sur fond d'anticommunisme et de nationalisme acharnés, à toute culpabilisation du peuple allemand – anticipât parfois sur des propos que la droite classique pouvait, à usage externe, plus difficilement tenir après 1945<sup>14</sup>. Le SPD Eberhard, Directeur du Friedensbüro (organisme fondé en janvier-février 1947 par les Américains<sup>15</sup>) soutint le Dr. Vogel (CDU), partisan d'une formation militaire assurée par des instructeurs occidentaux, dont la proposition avait suscité »une violente protestation des communistes« au Landtag de Hesse, soutenue d'ailleurs par les socialistes, en recourant au commode prétexte soviéto-est-allemand: la puissante police de la zone russe rendait nécessaire la constitution de »forts contingents de police« voués à la lutte contre »l'infiltration de l'Est«; dans le cadre de l'»impossible (...) »neutralisation« de l'Allemagne, il n'était pas question d'abandonner »à des puissances étrangères la défense du sol national«<sup>16</sup>. La session du Comité Directeur des 11 et 12 décembre 1948 avalisa, sous une forme adoucie par un habillage internationaliste, ce ralliement à la remilitarisation: Carlo Schmid s'y prononça contre la reconstitution d'une armée nationale – Eberhard avait montré plus de franchise –, mais pour »une force armée internationale placée au service d'un système de sécurité collective« et décrivit la police »démocratique« ayant vocation à »se défendre contre les empiètements de l'Est [comme] la meilleure garantie contre une invasion totalitaire«<sup>17</sup>. Nul doute que ne fût largement répandu au Quai d'Orsay le rude mais pertinent jugement conjoint de Seydoux et Tarbé, à l'époque de la

12 Le 11 décembre 1948, cf. *Allemagne 1944-1949*, vol. 21 et Annie LACROIX-RIZ, *Vers le Plan Schuman: les jalons essentiels de l'acceptation française du réarmement allemand*, dans: *Guerres mondiales, Conflits contemporains (GMCC)* 157 (1989) p. 75-78.

13 Lettre de Tarbé n° 931, Baden, 8 décembre 1948. *Allemagne 1944-1949* vol. 21, *Forces armées, matériel militaire, remilitarisation (janvier 1945-30 juin 1949)*. MAE.

14 Sur la surenchère du SPD, voir les »notes de lecture« de Marlis G. STEINERT, *Politique étrangère et vie politique en RFA, 1945-1970*, dans: *Relations Internationales* 37 (1984) p. 121-147, Annie LACROIX-RIZ, »Bonne Allemagne« ou reconstruction prioritaire 1946-1947, art. à par. dans GMCC; ID., *Paris face à la »politique douce« anglo-américaine en Allemagne [en] 1945*, art à par. dans: *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, 1991; ID., *Paris et Washington au début du Plan Schuman*, dans: *Die Anfänge des Schuman-Plans 1950-51*, Baden-Baden 1988, p. 241-268.

15 Voir John GIMBEL, *The American Occupation of Germany 1944-1949*, Stanford 1968, p. 140-146.

16 Lettre de Tarbé du 8 décembre 1948 (cf. n. 13) et rapport du contrôle de la Sûreté du Wurtemberg, Tübingen, 6 décembre 1948, *Allemagne...* vol. 21.

17 Tél. de Seydoux n° 300, Francfort, 13 décembre 1948, idem.

Conférence de Washington et de la signature du Pacte Atlantique (avril 1949), sur la responsabilité de »M. Reuter [Maire de Berlin-Ouest] et [des] cheveu-légers du parti social-démocrate (...), prêts à profiter des amitiés que trouve le SPD auprès de certains Ministres de l'Europe occidentale pour jouer une partie hasardeuse et tapageuse qui sert assurément au prestige de Berlin et de l'Allemagne, mais qui peut mener à la guerre«, et faire de »l'édifice de Londres« – les accords de 1948 – »un instrument de combat et la base d'une croisade pour la reconquête de l'Est«<sup>18</sup>.

L'an 1948 multiplia en effet les circulaires au ton résolu adressées aux anciens officiers de la Wehrmacht, prose systématiquement débusquée par les Français: »Nous n'entrerons pas dans des bataillons étrangers. Nous ne sommes pas de la chair à canons; ni pour l'Est, ni pour l'Ouest. Nous combattons seulement dans une armée allemande dans une Allemagne libre et pour notre patrie.« Le consentement à repartir en campagne contre l'Est supposait l'acceptation occidentale de »conditions« qui ne s'embarrassaient point ici d'excessives précautions idéologiques: »l'égalité des droits, une garantie des frontières allemandes y compris les territoires perdus à l'Est et l'admission de l'Allemagne dans une Union européenne«<sup>19</sup>. A ces trois préalables universels était volontiers associée l'exigence de réhabilitation pure et simple – »Aussi longtemps que l'injustice de Nuremberg existe nous ne nous mettrons à la disposition de personne« –, concrétisée par des »revendications supplémentaires« telles que la libération des maréchaux Kesselring et Litz et la suppression de la limitation d'activité imposée naguère aux officiers<sup>20</sup>.

Reddition, devant les Allemands, des Etats-Unis obsédés par la priorité, selon les mots de Tarbé, en janvier 1948, »d'organiser et de redresser toutes les forces, où qu'elles se trouvent, en face de l'URSS« et de placer »l'Allemagne occidentale (...) au nombre des instruments qu'ils s'approprient à forger, au premier rang des bastions sur lesquels ils s'appuient«<sup>21</sup>? La thèse de la capitulation de l'apprenti sorcier promptement débordé par son pupille fut certes parfois défendue par certains »libéraux« américains indignés de l'impudeur d'une politique de déculpabilisation systématique des bien utiles nazis. Les fonds du Quai d'Orsay abondent en courriers qui traduisent davantage l'inquiétude française (et le soulagement du soutien apporté par de telles protestations) que les réalités du rapport de forces germano-américain: Paris ne fonda pas grand espoir sur le »regret« prêté aux Américains dès le printemps de 1947 d'avoir trop cédé aux Allemands, d'être »pris à leur propre jeu et [d'aller] maintenant de chantage en chantage«<sup>22</sup>. C'est en toute connaissance de cause et maîtrise de soi que, pour apaiser une partie de l'opinion publique américaine tout comme les voisins occidentaux de l'Allemagne, le Gouvernement de Washington décerna, après les satisfecit »techniques« (la »compétence«) de la première phase, de

18 Lettre personnelle de Tarbé à J.-C. Paris, Directeur d'Europe (évoquant un – ou des – courrier[s] précédent[s] de Seydoux sur le même thème), Berlin, 4 avril 1949. Y 1944-1949, vol. 323. Conférence de Washington (1<sup>er</sup>-6 avril 1949) MAE.

19 Lettre de P. d'Huard n° 470, Tübingen, 15 décembre 1948, Allemagne... vol. 21.

20 Rapport secret de l'Inspection du Désarmement de décembre 1948, sur le »corps des ex-officiers allemands présents en ZFO (sic) au 1-7-48 (sic)«, idem.

21 Lettre n° 13, Berlin, 20 janvier 1948, Allemagne 1944-1949, vol. 82, Politique française (janvier 1945-mai 1948).

22 Note de renseignements EMGDN 2<sup>e</sup> Section, secret, 3 mai 1947, Allemagne... vol. 77, Politique américaine (mars-novembre 1947) MAE.

véritables brevets de démocratie à un pays qu'il savait gangrené par le nationalisme et le nazisme intimement confondus. Sans aborder ici un dossier économique et politique particulièrement démonstratif (sur la réintégration méthodique des nazis dans les affaires, la magistrature, l'enseignement, etc ... poursuivie malgré de vives réactions populaires allemandes contre cette remise en selle<sup>23</sup>), on se limitera au dossier militaire, clair sur les objectifs qui n'échappèrent d'ailleurs pas à des observateurs américains sceptiques sur la thèse du débordement ou de l'impuissance: »ce qui est fait; nous avons besoin de ces gens«, répliquèrent en 1948 les responsables du Gouvernement militaire américain à ceux qui, aux Etats-Unis s'inquiétaient du »nombre des nazis (...) véritablement effarant (...) réintégrant des postes prépondérants dans les milieux politiques et commerciaux«. »Oui, nous en avons besoin, car ils sont »anti-communistes«, commenta William Mc Gaffin, chef des services européens du »Chicago Daily News« (quotidien d'une région particulièrement convaincue par la »défense et illustration« de la »bonne Allemagne«), troublé par le bien-fondé des »accusations russes« selon lesquelles »nous nous servons à l'heure actuelle en Allemagne même des plus vils éléments de ce pays pour nous aider à réprimer le communisme«<sup>24</sup>.

Les Français, qui avaient, après mai 1945, bien compris que les Allemands se conformeraient au modèle que les occupants leur proposeraient, ou à l'image qu'ils attendraient d'eux, persistèrent dans leur jugement initial à l'heure du réarmement. Sans avoir le souci – on s'en doute – de dédouaner l'ancien occupant, ils remarquèrent que le projet politico-militaire de revanche n'enthousiasmait pas également tous les Allemands de l'Ouest: la prudence tirée de la rude expérience récente ou (et) des scrupules à seconder la politique de division de la patrie furent souvent relevés, de 1948 à 1950 – et les années de la CED n'allèrent pas modifier pareil constat. Tarbé, procureur pourtant sévère, estima, à l'époque des »décisions de Francfort«, que si le plan anglo-saxon était soutenu par des Allemands »nombreux«, agissant »pour des motifs purement matériels, ou par haine de la Russie bolcheviste, et avec l'espoir que de la guerre sortira[it] l'unité de l'Allemagne«, le rapport des forces imposait aux boute-feux une certaine circonspection: il est »significatif«, écrivit-il en janvier 1948, que Schumacher »rencontre quelques difficultés, en dépit de plusieurs déclarations, pour arrêter son opinion, soit qu'il redoute de déplaire aux Anglo-Saxons, soit qu'il redoute d'être sévèrement jugé par ses compatriotes«, tant s'avère difficile d'endosser »la responsabilité (...) d'accepter, serait-ce pour un temps, le partage de son pays«<sup>25</sup>.

Phénomène somme toute logique (après la contribution du »front russe« à la mise en cause de l'optimisme hitlérien sur la précarité du système soviétique), c'est chez les militaires allemands que les Français détectèrent, sous l'emphase anti-rouge du verbe, les plus solides traces de »prudente réserve«: à la »minorité (...) résolument hostile« à tout réarmement s'appuyant sur »une fraction importante de la jeunesse«,

23 On se rapportera utilement à la cote Allemagne 1944–1949, vol. 75 à 79, Politique américaine (1945–1949) MAE. Sur sa première phase (1945), LACROIX-RIZ, Paris face à la »politique douce« (voir n. 14).

24 Lettre de son rédacteur en chef jointe à un courrier de Beausse (pour Tarbé), Baden, N° 903. 7 décembre 1948 – une des correspondances les plus précises sur l'utilisation des nazis par les Américains, Allemagne... vol. 79 (juillet 1948–juin 1949).

25 Lettre n° 13 du 20 janvier 1948 (voir n. 21), Allemagne... vol. 82.

Tarbé accola, en décembre 1948, certains milieux d'anciens officiers et soldats de la Wehrmacht, soucieux de »ne pas recommencer l'expérience« de la dernière guerre et contestant désormais l'utilité de consentir »les plus grands sacrifices sans raison valable«<sup>26</sup>. Haine antisoviétique, certes, mais un rapport d'origine militaire de décembre 1948, conformément à bien d'autres sources, n'attribuait pas à la Wehrmacht une si ferme volonté de choc frontal:

a) »Aucun des officiers ne sous (sic) estime la puissance et la valeur du peuple russe et de son armée. Ils ont l'expérience du patriotisme populaire, de la discipline du régime, de la rusticité du matériel humain Russes (sic).«

b) »Un certain chantage du (sic) danger russe« n'abusait pas tous les intéressés: 25 % de »pessimistes« pensent »la guerre prochaine parce que, contre les Russes, le bloc occidental se solidifie peu à peu, que les partis communistes perdent du terrain et [que] les Américains (...) ont (...) intérêt à attaquer tant qu'ils estiment bénéficier d'une supériorité matérielle et morale«; 75 % d'»optimistes (...) se fondent sur l'impréparation Russe (sic) et la sagesse de Staline pour reculer le conflit (...) l'Armée rouge est encore pour le moment un instrument d'appui de la propagande plus qu'une menace directe pour la paix«<sup>27</sup>.

C'est donc comme un *instrument* forgé par Washington contre Moscou, *dépourvu d'autonomie ou d'initiatives propres* que les Français perçurent le réarmement, donc le danger militaire allemands, et ce, jusque dans le détail de la »campagne« – commencée pendant les négociations de Londres – »ayant pour objet la réhabilitation des anciens officiers allemands et appuyée principalement par la nouvelle »National-Zeitung« paraissant à Berlin«<sup>28</sup> sous licence américaine. Comment croire à l'autonomie de membres du Friedensbüro, créé et financé par les Américains, écrivant dans les journaux publiés sous le contrôle et grâce aux subventions de ces derniers<sup>29</sup>? Dès 1946, la France avait observé cette forme de la »coopération [générale] qui s'établit entre occupants et occupés, en zone américaine«, permettant »désormais [aux] journalistes allemands [de] travailler pour le compte d'agences ou de journaux américains et [d']envoyer aux Etats-Unis des articles signés, sans être soumis à censure préalable«<sup>30</sup>. Autonomie apparente exclusivement octroyée aux professionnels sûrs – ou devenus tels, spontanément ou non: l'»offensive (...) déclar[ée] contre le communisme« en 1947 acheva de ce point de vue une précoce et sourcilleuse sélection – qui fit par exemple passer la »Frankfurter Rundschau« du côté jugé bon<sup>31</sup>.

26 Lettre n° 931 du 8 décembre 1948, Francfort, Allemagne... vol. 21.

27 Rapport de l'Inspection du Désarmement... cité à la note 20, idem.

28 Lettre n° 828 de Hoppenot, Berne, 14 avril 1948, idem.

29 Sur les liens entre Américains et presse allemande, voir notamment Allemagne... vol. 76, 77 et infra. Ces fonds infirment la thèse de la quasi-neutralité américaine, empruntée par Jérôme VAILLANT à des sources »officielles« des anciens occupants, in »Les Etats-Unis contre le nazisme« (cf. notamment le § III La politique de presse des Etats-Unis...), La Dénazification par les vainqueurs, Lille 1981, p. 241-253.

30 Lettre de F. Seydoux n° 4400, Berlin, 11 décembre 1946, Allemagne... vol. 76 (juillet 1946-février 1947).

31 En juillet 1947, »Les Américains ont retiré sa licence de journaliste [à] Emil Carlebach, communiste«; son camarade de parti, Arno Rudert, céda sous l'avertissement: de quelle pression usèrent les Américains pour convaincre »son ex-collaborateur et successeur [qui] a effectivement modifié l'attitude du journal«? Lettre de Descamps, Consul à Francfort, n° 172, 12 novembre 1947, Allemagne... vol. 77. Sur l'offensive anticommuniste américaine de 1947 dans la presse notamment, même fonds, et LACROIX-RIZ, 1947-1948 (voir n. 1).

Les Français ne furent d'ailleurs pas dupes de l'origine des manœuvres germano-américaines de 1948, Washington ayant lancé la campagne du réarmement (dans les journaux sous licence américaine) en plaçant en avant-postes certains de ses plus fidèles alliés – de Vogel à Eberhard – tandis que d'autres, non moins féaux, affectaient une innocente ignorance: lorsque, début décembre, Eugen Kogon rentra d'un voyage aux Etats-Unis, porteur d'informations accablantes sur l'ampleur des »préparatifs en cours, Clay jura »qu'il n'avait jamais eu l'intention d'installer dans les zones occidentales une armée de police«; le Ministre-Président du Wurtemberg, Reinhold Maier, »particulièrement dévoué aux Américains, a fait déclarer le même jour qu'il ignorait tout concernant la remilitarisation de l'Allemagne occidentale (...) Dans son Etat«, il n'avait décelé »aucun symptôme« de ce type, et ne connaissait guère que »quelques unités de police qui s'occupent des camps de concentration, (...) en nombre tout à fait restreint«, bref, rien qui ressemblât à une armée<sup>32</sup>.

## II 1947–1950: Des »garanties« plus inaccessibles que jamais

### 1. Ni garanties anti-allemandes...

On imagine aisément que le projet d'utilisation de l'ardeur germanique dans une éventuelle croisade antisoviétique – synonyme de guerre générale en Europe – exclut plus que jamais, à partir de 1948 (étape décisive de concrétisation) les »garanties« que Paris s'obstinait à réclamer. Alors que les projets politico-militaires commençaient à entrer en application, les Français oscillèrent entre la fausse satisfaction de déclarations de pure forme et la véritable – mais impuissante – indignation devant une attitude américaine qui renouait avec le précédent après-guerre. Fidèles à la tactique de retranchement derrière le refus des plus audacieux, ils ne s'étaient pas prononcés officiellement sur le contre-projet soviétique au plan Byrnes présenté le 14 avril 1947 à la Conférence de Moscou. L'inébranlable fidélité de l'URSS aux engagements de Yalta et Potsdam avait inspiré un commentaire significatif des raisons fondamentales pour lesquelles les »décideurs« français ne purent, à propos de l'Allemagne, pas davantage qu'après 1918, opter pour un désarmement intégral inconcevable sans bouleversements socio-économiques: »ce texte« – simple reprise de ceux de 1945 – par ses références, d'abondance soulignées et encadrées, au contrôle quadripartite de la Ruhr en vue de son utilisation pacifique, à la liquidation des Konzerne liés à l'»agression allemande« et promis au statut de propriété d'Etat, au rétablissement de »la libre activité des partis démocratiques, des syndicats et des autres organisations anti-nazies de caractère national« et à la »réforme agraire«, vouée au châtement des Junkers »inspireurs de l'agression allemande« au même titre que leurs pairs industriels, redistribuant les terres aux paysans, avait été jugé à Paris »essentiel pour la pleine compréhension de ce que les Soviets (sic) entendent par Démilitarisation«<sup>33</sup>.

32 Lettre n° 872 de Tarbé, Baden, 2 décembre 1948, confidentiel, qui ne cite pas le nom du Ministre-Président. Allemagne... vol. 21. Sur les rapports privilégiés entre Maier et les Américains, GIMBEL, *The American* (voir n. 15) passim, confirme l'avis de Tarbé; sur l'ampleur des préparatifs militaires, LACROIX-RIZ, *Vers le Plan...* (voir n. 14).

33 Manuscrit en tête de la traduction du contre-projet soviétique du 14 avril 1947, Y 1944–1949, vol. 359. Traité Byrnes (Dossier Sauvagnargues), octobre 1946–juin 1949, MAE. Sur le plan Byrnes et le problème des »garanties« de 1945 à 1947, LACROIX-RIZ, *Sécurité française* (voir n. 2).

Morgue de classe contre une formule radicale de «démilitarisation» à laquelle les Français ne purent cependant opposer aucune alternative. Certes, le «contre-projet» britannique en six articles adressé le 10 novembre 1947 à Massigli par Sargent<sup>34</sup> fut considéré comme marquant, notamment par le recours au vote majoritaire, «une amélioration très nette sur le plan Byrnes»<sup>35</sup>. Jugement fort optimiste, qui fut démenti par une tentative française de «révision» rédigée aussitôt après<sup>36</sup> (et par l'attitude générale britannique sur la question du réarmement de l'Allemagne)<sup>37</sup>. Mais si Paris osa officiellement «réviser» un contre-projet britannique, l'audace n'alla point jusqu'à pareille initiative à propos du seul «projet» qui comptât vraiment, concernant les zones occidentales, celui des Etats-Unis.

Les Français, fort lucides avant la «Guerre froide» officielle sur les conséquences funestes du triomphe de la stratégie germano-européenne de Washington, ne le furent pas moins à l'automne de son déclenchement. Selon une tactique assez courante à l'ère d'une «occidentalisation» fort douloureuse sur le terrain allemand, tel diplomate – en l'espèce De Courcel – annonça fort simplement en novembre 1947 à quels accablants abandons en matière de sécurité conduirait le ralliement en rase campagne aux Anglo-Saxons, laissant à un autre – en l'occurrence Massigli<sup>38</sup> – la lourde responsabilité de prôner pareille option: «la fusion des zones», écrivit De Courcel, pendant la CMAE de Londres, le 22 novembre 1947, «en matérialisant la rupture de l'Allemagne, par là-même de l'Europe et du monde, imposera au Gouvernement français une revision (sic) immédiate de l'ensemble de sa politique de sécurité.

Celle-ci ne devra plus être conçue comme la recherche de garanties contre une éventuelle agression allemande, mais comme la politique de sécurité de l'ensemble de l'Europe occidentale, dans laquelle la France se trouve une fois encore à l'avant-garde. Les risques d'une telle politique doivent être mesurés dans toute leur ampleur avant qu'elle soit engagée, surtout au moment où l'Europe occidentale se trouve encore en plein chaos économique et social. Tout porte donc à éviter que le gouvernement français s'engage dans une telle voie dans les circonstances actuelles»<sup>39</sup>. Ce jugement sur la gravité des sacrifices à consentir à un alignement occidental en Allemagne, encadré de rouge par son destinataire, le Directeur d'Europe Jacques-Camille Paris, ne conduisit pas son auteur à une opposition de principe mais d'opportunité. Si Massigli vint promptement à la rescousse en usant du discours antisoviétique de rigueur et en prêtant aux Français qui concluraient une alliance décidée avec les Anglo-Saxons un pouvoir, dont cette dernière les privait précisé-

34 Traduction, Y 1944-1949, vol. 356.

35 Note, Paris, 22 novembre 1947, idem.

36 Voir notamment les projets des 12 et 22 novembre 1947, idem.

37 A propos de la surenchère, réelle ou apparente, des Britanniques sur les Américains en matière de réarmement allemand, il faudrait citer tous les fonds politico-militaires du Quai d'Orsay de 1945 à 1955.

38 Massigli s'était déjà empressé en février 1947, de bannir l'alternative un instant caressée – il est vrai sans grande conviction – par Chauvel d'un choix anti-allemand, donc pro-soviétique, à la prochaine conférence de Moscou. Echange de lettres des 10 et 13 février 1947, Allemagne... vol. 80 (mai 1945-octobre 1947) MAE. Evoqué dans «Bonne Allemagne» (voir n. 14).

39 Lettre à Jacques [-Camille] Paris, Directeur d'Europe, non signée (mais dans sa vive réplique, Massigli précisa que De Courcel en était l'auteur), 22 novembre 1947, Y... vol. 201.

ment, dans l'organisation de l'Ouest de l'Allemagne<sup>40</sup>, De Courcel, pas plus que les autres »décideurs« du Quai d'Orsay – Bidault au premier chef – ne suggéra de politique de rechange. Officiellement, les ponts avaient été coupés avec le Kremlin entre la Conférence de Moscou et les débuts de l'ère Marshall<sup>41</sup>, et, on le sait, l'alternative – l'alliance *de fait* anti – allemande avec Moscou – était désormais condamnée à la clandestinité sous peine d'excommunication »occidentale«.

De façon très significative d'ailleurs, De Courcel avait dénombré, parmi les points à négocier dans le cadre de la »fusion des zones«, les »garanties de sécurité« américaines que sa conclusion jugeait complètement antagoniques avec ladite fusion: »le projet de traité américain (...) pourrait être repris sur une base tripartite. En associant le Gouvernement américain à un contrôle du désarmement de l'Allemagne, il représenterait un élément de sécurité (...) Ce traité devrait être (...) complété par les garanties spéciales que la France a toujours réclamées, concernant la démilitarisation permanente de la Rhénanie, et un système de sanctions pour l'application du régime international de la Ruhr«<sup>42</sup>.

On s'obstina en 1948 dans ce piège des mots. Il présentait au moins l'avantage – face à la précipitation des Américains à forger cette même menace contre laquelle on sollicitait leur protection – de gagner du temps. La mode de l'époque requit également, on le sait, de recouvrir, en présence des Anglo-Saxons, des revendications exclusivement anti-allemandes du double manteau anti-germanique et antibolchevique. Les Français, après avoir définitivement opté, en décembre 1947 à Londres, pour le tripartisme ouest-allemand qui vouait à la pure fiction leur politique, officiellement conservée, de sécurité anti-allemande, repartirent donc à la quête d'inaccessibles »garanties«, sans illusion aucune, en pléines discussions sur une »Sainte-Alliance« tournée contre un autre ennemi. Dès février 1948, en vue des Conférences de Bruxelles et Londres, Paris opposa ses prétentions verbales maintenues – »la France, qui a dû subir l'invasion 22 (sic) ans après Versailles, ne peut présenter à son opinion publique d'autre politique que celle qui la garantira contre la renaissance du »danger allemand« – à une parfaite conscience de l'»échec« enregistré sur ce point face aux Anglo-Saxons: »nos Alliés, malgré leurs déclarations de principe, ne placent pas le désarmement de l'Allemagne au même plan que nous le plaçons nous-mêmes. La crainte d'un danger allemand est en raison inverse de la distance qui sépare leurs frontières de celles de l'Allemagne, dont nous sommes les seuls voisins de contact«<sup>43</sup>.

A la même époque (le 10 février 1948), on s'enquit auprès de Bonnet de l'éventuelle »intention [américaine] de modifier le projet de traité de garantie (Traité Byrnes) (...) avant la conférence de Londres«<sup>44</sup>. La litanie antisoviétique de la fin de non-recevoir

40 »La vraie question«, écrivit alors Massigli, qui ne pouvait pas ignorer que le problème n'était pas d'actualité (il faudrait citer tous les fonds »allemands«), »est de savoir si nous contre-carrerons plus efficacement les progrès de l'influence soviétique vers le Rhin en rendant impossible, par notre abstention, l'organisation d'une Allemagne occidentale bien articulée ou en nous associant aux Anglo-Saxons pour organiser cette Allemagne«. Note à Chauvel, Bidault et Couve De Murville »pour répondre et, je pense rectifier un papier établi par Courcel«, Londres, 24 novembre 1947, idem.

41 Annie LACROIX-RIZ, *Le Choix de Marianne*, Paris, 1986, p. 116–120 et 129–136.

42 Lettre du 22 novembre 1947, (voir n. 39).

43 Note sur le désarmement..., Paris, 13 février 1948, Y 1944–1949, vol. 356.

44 Tél. de Paris à l'Ambassade de France à Washington, sans n°, 10 février 1948, Y. 1944–1949, vol. 357.

masqua à peine l'essentiel: le miroir aux alouettes, reconnu comme tel par les Français dès 1946, destiné à faire lâcher à la France la proie espérée – la rive gauche du Rhin – avait perdu sa raison d'être. Washington prétendait »maint[enir] l'offre [Byrnes] mais il considère qu'à moins de modification dans la politique soviétique« – c'est à Moscou qu'étaient imputées des intentions de remilitarisation allemande... –, »il y a peu d'espoir que dans les mois (qui) viennent un programme (puisse) être fait dans le sens de la (conclusion) d'un accord«. Le Département d'Etat annonça donc à la mi-février 1948 qu'à Londres, »la délégation américaine« n'apporterait aucun »projet précis«, »arrivera[it] avec un esprit (ouvert) et sera[it] heureuse de connaître les suggestions« françaises et anglaises. Qui trompa-t-on? La tactique était fort bien connue de Paris et de Londres, à l'usage de qui l'on avait strictement circonscrit le cadre des prétendues »suggestions« ouvertes, »la sécurité de l'Europe occidentale [s'entendant] non plus seulement face à l'Allemagne dans son ensemble mais face à l'Est« – passage que son lecteur rehaussa en marge d'un trait de stylo. Les Français n'apprirent rien de neuf en lisant que, s'ils acceptaient de joindre leur zone à la bizone, Washington proscrirait l'expédient jusqu'alors utilisé – les mesures unilatérales de désarmement: »l'Administration (...) fait (...) ressortir qu'à partir du moment où serait réalisée la fusion des 3 zones occidentales le régime de désarmement ne pourrait (pas) être changé dans une partie seulement de cette trizone et par l'initiative d'une des Puissances mais (que toute) modification devrait nécessairement être concertée à 3« – pleine confirmation de l'interprétation proposée par le Général Juin du plan Byrnes dès avril 1946<sup>45</sup>.

On ne saurait prétendre que les Français aient été, à Londres, abasourdis par les propos que leur tint le délégué américain. Douglas en effet, ne fit que confirmer sans ambages, le 26 février 1948, que selon les conceptions de Washington, »le contexte« traditionnel du problème allemand »ne correspondait plus à la réalité«, voire était »dangereux« et que »le risque de voir l'Allemagne reprendre son rôle d'agresseur (...) [était] de caractère lointain«<sup>46</sup>. La France accepta partiellement de jouer sur le même registre. Après les premières prestations de Massigli »sur le terrain« – exclusivement antibolchevique – »de M. Douglas«<sup>47</sup>, les »garanties« demandées début mars par le représentant français amalgamèrent donc les périls non militaire (soviétique, seul retenu par le texte de Douglas) et militaire (allemand):

1) consultation à trois en cas de menace d'agression ou de manquement aux obligations du désarmement et de la démilitarisation;

2) constitution d'un »Comité militaire de sécurité« composé de représentants des trois Puissances occupantes occidentales, »qui serait un complément du Gouvernement Militaire Tripartite«, et se chargerait d'»assurer l'observation des obligations imposées à l'Allemagne« en matière de désarmement et de démilitarisation;

3) reconnaissance qu'il était »impossible que les forces américaines d'occupation

45 Jugement du 23 avril 1946 (lettre EMDN n° 392, Y... vol. 356) cité dans: Sécurité française, p. 306–307. Tél. Bonnet n° 716–720, Washington, 14 février 1948, réservé, urgent. Y... vol. 357, parenthèses dans le texte.

46 C.r. de la séance du 26 février 1948. Y... vol. 300.

47 C.r. de la séance du 27 février 1948, idem. (et Vrais et faux ennemis [voir n. 2]).

soient retirées d'Allemagne avant une très longue période à venir – jusqu'à ce que la menace de l'Est ait disparu<sup>48</sup>.

Habileté dérisoire qui ne trompa personne. Les abandons successifs des Français à la première session de Londres (et surtout la perspective certaine des prochains, sur la fusion) avaient inspiré à Douglas un commentaire fort satisfait, à la séance de clôture, le 6 mars («se félicit[ant] des résultats obtenus, il considère que plus de progrès ont été réalisés au cours de ces quinze derniers jours qu'au cours des deux dernières années<sup>49</sup>). Mais de retour à Washington, tout en se réjouissant devant l'«un de ses intimes» de la tendance française à la capitulation baptisée «esprit constructif», il admit, tempérant son propos sur l'«extraordinaire succès» américain de Londres, que «la question de la sécurité était celle sur laquelle le plus de progrès rest[ai]ent à accomplir<sup>50</sup>.

Quoiqu'il en fût, toutes les «garanties» réclamées par la France furent versées aux oubliettes. Paris en fut assuré au moment même où s'acheva la première partie de la Conférence Tripartite. Oubliant un instant le ton antisoviétique de la représentation occidentale, Massigli reconnut avec des accents d'indignation et d'impuissance quasi tragiques, le 4 mars, que les Anglo-Saxons avaient réduit la proposition française de contrôle de la Ruhr par une «Agence internationale» à néant: «on envisage de transférer les pouvoirs relatifs au contrôle de la démilitarisation et du désarmement à une autorité distincte au sujet de laquelle on se mettra ultérieurement d'accord.

Mais à qui seront transférés ces pouvoirs si un accord ne peut être réalisé? [Ils] deviendront d'eux-mêmes caducs. Ce n'est pas admissible». Et il évoqua «une époque, il y a 22 ans, où l'on travaillait dans une atmosphère d'optimisme et où, lorsque certains organismes demandaient que certaines questions de désarmement soient réglées, on répondait qu'on saurait trouver plus tard des solutions. Ces solutions n'ont jamais été trouvées<sup>51</sup>.

Le fiasco fut confirmé à Bruxelles. «Sainte-Alliance» et cadre choisi pour la future réintégration militaire de l'Allemagne, le Pacte à Cinq du 17 mars 1948 n'irait pas au-delà. A défaut de l'octroi d'un texte aux engagements simples et fermes, Paris reçut, de Pacte de Bruxelles en Pacte Atlantique, des apaisements aussi mous qu'insincères, si méprisants qu'on put à l'occasion croire que le cinglant du soufflet provoquerait un sursaut de dignité. A partir de mars-avril 1948, Washington brandit en effet verbalement l'argument d'une «garantie» offerte par le maintien des troupes d'occupation américaines en Allemagne: la mention par Truman, dans son adresse au Congrès sur «la gravité de la situation internationale», le 17 mars, de «l'importance vitale pour les Etats-Unis» dudit maintien, «avait été», déclarèrent les services du Département d'Etat, «introduite (...) pour répondre au souci manifesté au nom du Gouvernement Français (sic) à la Conférence de Londres par M. Massigli» – lequel

48 C.r. très secret d'un entretien à Londres entre Douglas, Massigli et Sir William Strang, 5 mars 1948, Europe... vol. 21.

49 C.r. de la 11<sup>e</sup> séance, 6 mars 1948, Y... vol. 300. Sur les réparations, le contrôle de la Ruhr, et même sur le problème constitutionnel (acceptation de «la ratification par le peuple des Lander»), c.r. de la 6<sup>e</sup> séance, 1<sup>er</sup> mars 1948), il ne restait plus grand chose – de fait plus rien – des revendications françaises sur l'Allemagne. Idem (il faut consulter toutes les séances).

50 Tél. Bonnet n° 1023-1025, Washington, 8 mars 1948, Y... vol. 301.

51 C.r. de la 8<sup>e</sup> séance, 4 mars 1948, Y... vol. 300.

avait souligné »l'intérêt qu'il y aurait à ce que le Gouvernement américain fût clairement connaître son intention de ne pas mettre prématurément un terme à son occupation en Allemagne«<sup>52</sup>. Les Français étant légitimement peu convaincus par une déclaration aussi vague, Washington s'employa à les rassurer en leur affirmant que le combat contre les Soviétiques épargnerait leur territoire: propos ou mensonge édifiant sur le sort promis aux Alliés les plus fidèles (mais fort troublant pour tous), le Secrétaire à la Guerre Kenneth Royall »exprim[a]« en effet discrètement devant Henri Bonnet – curieuse parmi les multiformes pressions exercées en faveur de la capitulation française – »l'idée que l'Allemagne occidentale, surtout si la Trizone est créée, constituerait un état (sic) tampon pour la France et qu'il était de notre intérêt, s'il devait y avoir un choc avec l'Est, qu'il se produisit (sic) chez nos voisins. Le Général Eisenhower lui-même croit à la volonté du peuple allemand de résister à un oppresseur éventuel«<sup>53</sup>.

Très incrédule sur les bonnes dispositions des Allemands à se sacrifier seuls sur l'autel de l'antisoviétisme, Paris reconnut, dès mai 1948, pendant la seconde session de la conférence de Londres, que les »considérable[s] concessions« politiques (en faveur de la centralisation) consenties au cours des semaines précédentes n'avaient été payées d'aucune réciprocité en l'espèce. Comme amnésique sur l'accablant bilan de la première session, la Direction d'Europe, le 14 mai, l'enjoliva audacieusement et, invoquant »une certaine surprise« (formellement exclue par les dossiers classés de février–mars), déplora »que les Etats-Unis après avoir, lors de la première partie de la Conférence de Londres, paru envisager avec faveur l'octroi d'une garantie tendant à assurer pour l'avenir la sécurité de la France et des pays limitrophes à l'égard d'une éventuelle renaissance de la puissance militaire allemande [eussent] lors de la seconde session, fait preuve d'une attitude beaucoup plus réservée«. A propos du contrôle international de la Ruhr, la Délégation américaine venait d'énoncer »des prétentions nouvelles, directement contraires à l'esprit qui avait inspiré«, à la première session, »la rédaction d'un projet d'accord portant institution d'une autorité internationale, base non seulement de la sécurité de la France, mais de la reconstitution pacifique de toute l'Europe occidentale«<sup>54</sup>.

On imagine en effet quel gage de démilitarisation et de désarmement allemands pouvait constituer le programme américain, repris tel quel le 20 mai par le Comité chargé à Londres de la »sécurité«, de »création d'une autorité internationale de la Ruhr répondant aux préoccupations de (sécurité) [concernant] la Russie«<sup>55</sup>. Les comptes rendus (de Massigli) en provenance de Londres n'avaient, sur la Ruhr comme sur les autres questions, laissé espérer aucune prise en compte des desiderata français. Douglas, en pleine conformité avec la tactique que le Département d'Etat avait laissé présager dès avant la première session, affecta d'entamer les »échange[s] de vues« sur les problèmes de sécurité sans y avoir jamais songé jusqu'alors: il »s'est borné à poser des questions; il n'est pas possi-

52 Tél. réservé de Bonnet n° 1288–1289, Washington, 23 mars 1948, Allemagne... vol. 78. Même discours en avril, voir Europe... 1944–1949, vol. 22, AO.

53 Tél. réservé, confidentiel, de Bonnet n° 1336, 25 mars 1948, Allemagne... vol. 78.

54 Note de la Direction d'Europe, le 14 mai 1948, idem.

55 Tél. Massigli n° 1990–1992, urgent, très secret, réservé, Londres, 21 mai 1948, Y 1944–1949, vol. 357.

ble de déterminer encore dans quelle limite il aurait la faculté de s'engager», écrit Massigli le 11 mai. Puis, lorsqu'on passa aux choses sérieuses, le veto absolu succéda à l'ouverture d'esprit prétendue.

Au cours du «long échange de vues» du 19 mai, Douglas, après avoir annoncé la «révision» prochaine des «limitations» d'industries [et] réservé son opinion sur le point de savoir si (...) le traité de paix (...) pourrait comporter l'interdiction de certaines industries», condamna aussi catégoriquement les garanties strictement militaires: certes, l'occupation de l'Allemagne serait «très longtemps maintenue» et les troupes américaines ne seraient pas retirées »1) aussi longtemps que la paix de l'Europe ne serait pas assurée [disposition qui, on le sait, ne visait pas l'Allemagne...], 2) sans consultation préalable avec la France et la Grande-Bretagne.» Mais il ne fallait pas compter sur des garanties écrites: «La forme dans laquelle ces engagements seraient enregistrés n'est pas encore déterminée. Quant à l'occupation permanente franco-anglaise de certaines régions» comme la Rhénanie et la Ruhr, Douglas «n'a pas voulu s'engager et a marqué que la question n'avait pas à être discutée avant que le Gouvernement américain ne consulte ses alliés sur la possibilité d'une évacuation des troupes américaines. (...) Quant à la conclusion d'engagement de conversations, le Gouvernement américain ne peut envisager la signature d'un traité proprement dit; mais il peut déclarer son intention de procéder à des consultations à tout moment soit pendant la période d'occupation soit après la signature d'un traité de paix. Les consultations pourraient être provoquées notamment par toute puissance qui croirait devoir dénoncer la renaissance d'un danger militaire allemand» – présentation fort dissuasive, par sa forme même, de l'éventuel recours (français) à une procédure qui ne contraindrait en rien les Américains. La conclusion de l'entretien confirma les ressemblances entre 1919 et le second après-guerre: «pour le moment», acheva Douglas, «le Gouvernement américain n'était pas en situation de consigner dans un document officiel les engagements qu'il était prêt à prendre; mais nous pourrions considérer les déclarations qu'il venait de faire comme une claire définition des intentions américaines»<sup>56</sup>.

Les «conversations de Londres» d'avril-mai 1948 consacreront donc la faillite française «sur tous les aspects du problème de la sécurité vis-à-vis de l'Allemagne» et l'absence «des résultats concrets» que la Direction d'Europe déclarait en attendre<sup>57</sup>. Dans une note du 4 juin, celle-ci dressa le constat de décès des «garanties», tout en voilant l'aveu par des formules ampoulées et en se raccrochant au modeste lot de consolation offert par Douglas – le discours de Truman saluant le Pacte de Bruxelles le 17 mars ou la toute fraîche résolution Vandenberg. La contradiction y éclata cependant entre la satisfaction longuement proclamée sur des points que les courriers expédiés depuis Londres avaient pourtant fort lucidement analysés (démilitarisation, contrôle de la Ruhr, contrôle de l'industrie et du désarmement, inspection par la création de l'Office Militaire de Sécurité, maintien de l'occupation, consultation à trois) et quelques brèves remarques finales sur lesdits points, vagues («Si le principe [de] l'occupation de certaines régions clés (...) n'(...)a pas été admis, il n'(...)a pas davantage été écarté») ou précises («aucun accord» n'a été conclu sur la démilitarisa-

56 Du même, tél. n° 1950-1957, réservé, très urgent, Londres 20 mai 1948, idem; souligné dans le texte.

57 Tél. à Ambafrance Londres n° 2196, Paris 18 mai 1948, idem. Sur la 2<sup>e</sup> session de Londres, voir aussi Y... vol. 304 à 309, MAE.

tion, le contrôle de l'industrie et l'inspection)<sup>58</sup>. Il est donc permis de penser que Paris estima à leur juste valeur les douceurs prodiguées le 6 juin par Charles Bohlen: la France devrait chasser toute »crainte« puisque »le Gouvernement américain a[vait] conscience de ses préoccupations et les partage[ait]«<sup>59</sup>.

Après son échec majeur, la France consacra, avec la même impuissance, une partie de son énergie à tenter d'animer l'Office Militaire de Sécurité – hochet de la seconde session de la Conférence, aussi dérisoire, d'emblée, que celui concédé à la première, l'Agence internationale de contrôle de la Ruhr. La réunion de Londres à peine achevée, les Anglo-Saxons ne se dissimulèrent d'ailleurs même pas pour »considér[er]« le nouvel organisme couché sur le papier (et qui ne s'en relèverait point) »comme une satisfaction de principe« offerte à Paris. La vaine tentative de constituer en organisme efficace l'OMS – pure »concession [formelle] à notre thèse sur le désarmement de l'Allemagne«, à laquelle Clay montrait la ferme »intention de n'accorder (...) qu'une importance très limitée«<sup>60</sup> – succéda donc à l'inaccessible quête des »garanties« enterrées à Londres.

La fort rapide évolution de la question militaire ouest-allemande contraignit cependant Paris à ne pas se contenter de ce pitoyable et fugace ersatz, et sembla même à l'automne 1948, devoir susciter une vive réaction. En novembre, à l'époque où se déversa un flot d'informations sur le sérieux avancement du programme militaire, Bonnet manifesta devant Lovett, Secrétaire d'Etat par intérim, une fermeté rigoureusement exceptionnelle. A la tactique rituelle du Département d'Etat contestant mollement le »manque de coopération« des Anglo-Saxons avec la France, répliqua un Ambassadeur presque oublieux des demi-teintes et faux-semblants diplomatiques – à ceci près qu'il s'en tint aux dispositions économiques (base du réarmement industriel) sans aborder la question des effectifs: protestant contre les pratiques »une fois de plus« strictement unilatérales »des Généraux Clay et Robertson (...) tranch[ant] sans notre accord les questions de la propriété des mines et des industries«, il poursuivit: »à mon avis la politique américaine s'engageait en Allemagne dans une voie qui plus tard conduirait à de nouvelles difficultés Européennes. Il se (pourrait) qu'elle continue de se développer dans le même sens malgré nos résistances et nos protestations, mais je ne concevais pas qu'à la longue les voisins de l'Allemagne, ceux de l'Est aussi bien que ceux de l'Ouest, pussent laisser s'établir une situation aussi dangereuse que celle d'avant guerre. J'ai rappelé que la concentration entre les mains du Gouvernement Allemand d'une formidable puissance industrielle l'avait conduit sur la voie de la conquête économique puis militaire et à une guerre où 20 (sic) millions d'êtres humains avaient péri, dont la moitié avait été assassinés dans les camps de concentration, des chambres à gaz et aux poteaux d'exécution.

Les mêmes causes étant susceptibles de produire les mêmes effets il était vraisem-

58 Note sur le problème de la sécurité et la Conférence de Londres, Paris, 4 juin 1948, Y... vol. 357. Douglas avait évoqué le discours de Truman et la résolution du Sénat le 19 mai (réf. de la n. 56).

59 Tél. de Bérard n° 2444-2445, Washington, 6 juin 1948, Allemagne..., vol. 78.

60 Note sur l'OMS jointe à une lettre du Secrétaire d'Etat aux AAA signée M. Debré, au MAE, Paris, 16 juillet 1948, secret. Y 1944-1949, vol. 357. Sur le hochet dérisoire de l'OMS – où l'essentiel des énergies françaises fut consacré à proposer un siège, en ZFO, dont les Anglo-Saxons ne voulaient pas entendre parler – voir tout ce vol. et le suiv., vol. 358.

blable que les victimes de l'agression antérieure s'emploieraient à les supprimer en temps utile si des précautions légitimes n'étaient pas prises dès aujourd'hui<sup>61</sup>.

Emouvante et persuasive plaidoirie, surprenante chez Bonnet si le récit de l'entretien fut fidèle<sup>62</sup>, mais que la suite des événements réduisit à un effet de manche. Washington, à l'évidence assuré que la résolution française serait limitée par l'obstination dans les choix fondamentaux et par les besoins en dollars, poursuivit sa litanie, après avoir fait ressurgir une fois de plus le serpent de mer qui avait été immergé depuis février-mars 1948, le projet Byrnes, à »adopter (sic) aux conditions actuelles en Allemagne« : le 12 décembre 1948, à Londres, Douglas évoqua devant Massigli et Sondevens, »à titre très confidentiel« – expédient pour rendre le néant séduisant? – le projet de démilitarisation et de désarmement de l'Allemagne pour quarante ans, désormais »tripartite« mais qui, »pour des raisons (...) américaines, ne devrait pas prendre la forme d'un traité, mais vraisemblablement, celle de directives à l'Office Militaire de Sécurité ou à son successeur«. Rassura-t-il l'Ambassadeur, qui lui avait »demandé si cela signifiait que les diverses mesures de sécurité que nous mettons actuellement au point et qui ont précisément pour but d'assurer la démilitarisation et le désarmement de l'Allemagne auront une durée de quarante années«? La réponse dégageant clairement la responsabilité de l'Etat américain – »c'était l'interprétation que personnellement il donnait à ce projet«<sup>63</sup> – eût pu à elle seule semer le doute. La conjoncture de l'heure ne lui permit pas de subsister un instant: dans l'organisme mort-né, baptisé »comité pour l'OMS«, auquel on envisageait un »successeur« alors qu'on ne lui avait pas encore trouvé seulement un siège, »les représentants américains et britanniques« avaient, la veille, »formellement refusé (d'examiner) le principe même du contrôle tripartite à l'échelon du Land« demandé par les Français. »Ces indications sont symptomatiques (sic) des intentions de nos partenaires américains«, commenta Seydoux avec franchise, »(et) (confirment) d'ailleurs ce que nous pressentions«<sup>64</sup>. Les Anglo-Saxons allaient ainsi pouvoir, en toute tranquillité, au nez et à la barbe d'un OMS impuissant, confondu avec ses représentants français, poursuivre dans la bizonie la remise sur pied d'une Wehrmacht appuyée sur la qualité traditionnelle de la production militaro-industrielle allemande.

On conçoit à quel point Paris fut rassuré lorsque George Kennan – responsable d'un »Planning« du Plan Marshall confondu avec la prioritaire reconstruction allemande – »affirm[a]«, à la fin de novembre 1948, »que les Alliés veilleraient, comme c'était l'intention des Etats-Unis, à ce que l'armée allemande ne pût pas être reconstituée et que les voisins de l'Allemagne n'ont guère besoin d'autre garanties«.

61 Tél. de Bonnet n° 4833-4836, Washington, 19 novembre 1948, Allemagne... vol. 79, reproduit selon la dactylographie originale, sans préciser les (sic), sauf sur le chiffre des morts de la guerre.

62 Bonnet ne montra guère autant de pugnacité qu'en matière coloniale, lorsque Washington passait les bornes de la décence, dans sa hâte à prendre la relève du »Protecteur« : voir Annie LACROIX-RIZ, *Les Protectorats d'Afrique du Nord entre la France et Washington (...) 1942-1956*, Paris 1988, passim. Mais tel lecteur du Quai d'Orsay révéla son scepticisme sur la prétention de l'Ambassadeur à »défendre la politique française (...) sans cesse [devant le] Département d'Etat et le Pentagone« en appuyant ce passage d'un vigoureux point d'interrogation: référence de la note 65.

63 Tél. n° 4212-4213, Londres, 12 décembre 1948, réservé, urgent, très secret. Y 1944-1949, vol. 358. Les »raisons (...) américaines« étaient la classique mais fallacieuse contrainte occasionnée à l'Administration par les prochaines élections.

64 Tél. de Seydoux n° 2036, Berlin, 11 décembre 1948. Idem, parenthèses dans le texte.

Autre singulière »garantie« suggérée au capitalisme français déjà fort marri d'avoir bientôt perdu les relatifs avantages tirés de la défaite du concurrent allemand, la perspective de renoncer à une chasse gardée préservée jusqu'alors pour ne pas exciter le bellicisme d'une Allemagne à nouveau puissante, mais aux marchés amenuisés: »Il a été (...)«, se plaignit Bonnet, »jusqu'à parler du Lebensraum (sic) ou des débouchés économiques qu'il faudrait bien trouver au peuple allemand si l'on voulait que celui-ci puisse vivre en paix et il se demandait dans quelle mesure on ne pourrait pas dès maintenant ériger l'Afrique en trusteeship des puissances européennes«<sup>65</sup>.

Aussi sécurisant, le Général Gross, »Directeur« du Gouvernement militaire du Wurtemberg – on détestait à Washington comme sur place le vocable de Gouverneur militaire, quasi officiellement proscrit depuis le début de 1948<sup>66</sup> comme incompatible avec »l'amitié« germano-américaine – répliqua au Consul français d'Huart, qui lui faisait valoir que »chaque famille française (...) a eu l'un de ses membres dans les camps de concentration«, que »la réussite du plan Marshall ne pourrait être déviée pour de simples raisons psychologiques«. Aussi insultant fut son haussement d'épaules accueillant »notre crainte de voir l'Allemagne devenir dangereuse (...) mal fondée lorsqu'on voit les destructions dont ont souffert toutes les villes allemandes«<sup>67</sup>. Compte tenu de ce qui a été écrit plus haut, la flatterie prodiguée à Bonn par Clay sur le départ – en mai 1949 –, voyant dans les progrès de la »démocratie« ouest-allemande la »garantie [la] plus sûre pour l'avenir«<sup>68</sup> impressionna aussi peu les Français que »les assurances apaisantes« évoquées par Acheson, en avril 1949, à destination des »Alliés occidentaux des Etats-Unis« à propos des »garanties de sécurité« qu'auraient contenues les accords sur l'Allemagne de Londres de juin 1948 et de Washington, tout récemment signés<sup>69</sup>.

## 2. ... ni garanties atlantiques:

Mais, objectera-t-on, les »garanties« que Paris, comme tous les Occidentaux sollicités depuis janvier 1948 au nom de la »Sainte-Alliance« atlantique, s'appliqua très officiellement à tourner contre les Soviets, avaient vocation universelle de »défense« des Alliés des Etats-Unis. La »garantie« *militaire* minimale que les Français escomptaient du Pacte Atlantique était l'assurance que la France ne serait pas entraînée dans un conflit européen par une Allemagne avide de revanche; la présence permanente des troupes américaines était censée apaiser les pulsions irrédentistes, fussent-elles baptisées »libératrices«, d'un Etat appuyé sur les anciens de la Wehrmacht: »sans le »gendarme allié«, écrivit la Direction d'Europe en mai 1949, »les contrôles (Ruhr, Office militaire de Sécurité, etc ...)« – »contrôles« sur la portée desquels Paris, après les capitulations de 1948–49, de l'arrêt des démantèlements au statut de la Ruhr, en passant par l'introuvable OMS, ne se méprenait pas – »sont inopérants. L'expérience

65 Lettre de Bonnet (signée Bérard) n° 2584, Washington, 27 novembre 1948, Allemagne... vol. 79. Sur le problème colonial, LACROIX-RIZ, Les Protectorats (voir n. 62).

66 Voir l'exemple de Laf(f)ol (l)ettre puis Gross dans le Wurtemberg in: Allemagne... vol. 78 et 79.

67 Lettres n° 43 et 53 des 3 et 8 février 1949, Tübingen, Allemagne... vol. 79.

68 Tél. n° 385, Berlin, 14 mai 1949, idem.

69 Lettre de Bérard n° 1897, Washington, 29 avril 1949, idem.

des années qui ont suivi l'autre guerre ne doit pas être oubliée<sup>70</sup>. De la simple logique, on pouvait déduire qu'il eût été paradoxal de »garantir« contre un danger qu'on mettait en place, Washington espérant disposer à tout moment jugé propice à ses propres intérêts stratégiques du levier ouest-allemand utilisable contre les Soviétiques, ce qui embraserait l'Europe entière, portions »occidentales« incluses. Disposant au surplus d'un dense réseau d'informations, les dirigeants français n'attendirent point l'indignation neutraliste ou communiste pour saisir très clairement, de Bruxelles à Washington, »que les Etats-Unis n'avaient pris aucun engagement réel«<sup>71</sup> et que le Pacte Atlantique ne constituerait point le biais espéré pour obtenir les garanties anti-allemandes que les requêtes explicites de 1948 n'avaient pu arracher.

Sans traiter ici de façon approfondie la question de la valeur pour la »défense« de l'Europe des »engagements« souscrits par les Etats-Unis dans le cadre du Pacte atlantique, on se bornera à quelques repères utiles du point de vue du »danger allemand«. La quasi-certitude française que Washington ne s'engagerait dans aucune alliance impliquant »assistance« automatique, particulièrement perceptible dans la correspondance Chauvel-Bonnet de 1948<sup>72</sup>, ne souffrit la persistance d'aucun doute lorsqu'arriva l'heure de la signature du Pacte Atlantique. La résolution Vandenberg autorisant l'Administration à conclure, sous le contrôle du Congrès, des alliances en temps de paix fut comprise comme permettant à »la politique américaine [de] rester maîtresse de ses décisions« et de se déterminer exclusivement en fonction de l'»intérêt (...) présent[é par] l'accord (...) pour la sécurité propre des Etats-Unis«<sup>73</sup>.

Ce jugement de Bonnet, en mai 1948, fut confirmé dans les mois suivants, soulevant le pessimisme général des intéressés sur la »protection« de l'ouest du continent européen par les forces armées américaines en cas de conflit – d'où qu'il surgît: chacun, à Londres, à Bonn, à Paris et ailleurs, sentit que le Pacte atlantique allait assurer le triomphe d'une stratégie périphérique – désormais atomique –, appuyée sur le réseau des bases dont Washington disposerait – dorénavant (grâce à l'alliance) à titre permanent –, chez les alliés<sup>74</sup>. Dès l'automne 1948, Londres »se pronon[ça] (...) de plus en plus nettement contre les conceptions stratégiques [américaines] qui, dans la première phase d'un conflit (sacrifieraient) (sic) la plus

70 Note du 13 mai 1949, Paris. Idem. Tout en cédant à des thèses fort classiques (telles que la peur européenne des Soviétiques comme origine de l'Alliance Atlantique), Timothy IRELAND a fort bien dégagé l'arrière-pensée militaire allemande de la revendication française d'un engagement formel des Américains en vertu du Pacte (mais il la croit double, allemande et soviétique, alors que je soutiens que militairement, la préoccupation française vise l'Allemagne seule), ID., *Creating the entangling Alliance. The origins of NATO*, Wesport, 1981, passim.

71 Jean-Baptiste DUROSELLE, *La France et les Etats Unis des origines à nos jours*, Paris, 1976, p. 194.

72 Voir les papiers Bonnet c.p. pour l'année concernée et Annie LACROIX-RIZ, *Puissance ou dépendance française? La Vision des »décideurs« des Affaires Etrangères en 1948-49*, dans: *La Puissance française en question, 1945-1949*, Paris 1988, p. 53-76.

73 Note de Bonnet, 24 mai 1948, (résolution du Sénat votée le 11 mai et adoptée définitivement par le Congrès le 11 juin 1948), Papiers Bonnet... Sur l'évidence du non-engagement américain voir IRELAND (voir n. 70) chap. 3 et les réf. de la note suivante.

74 Voir tous les fonds militaires du MAE (ouverts jusqu'en 1955); LEFFLER, *American conception* (voir n. 1) sur le programme des bases mis au point en 1943-1944 pour l'après guerre; LACROIX-RIZ, *Les Protectorats* (voir n. 62) sur la mise en œuvre dans le Maghreb et L'entrée de la Scandinavie dans le Pacte atlantique 1943-1949, dans: *Guerre mondiale, Conflits contemporains*, 149 (1988) p. 55-92 (1<sup>re</sup> partie, 2<sup>e</sup> à par.).

grande partie de cette Europe occidentale qu'il s'agit de défendre<sup>75</sup>, tandis que les militaires allemands savaient »le Rhin (...) indéfendable (...) même avec la bombe atomique«, éclairés qu'ils étaient par l'expérience de »plusieurs siècles de guerre<sup>76</sup>.

En 1949, avant et après la signature, nul ne s'illusionna sur la résolution des Américains à engager leurs forces armées dans une Europe promise à des »destructions effroyables [par] un conflit [porté] loin de [leurs] frontières et (...) écart[é] ainsi de [leur] sol<sup>77</sup>. Commentaire espagnol universellement émis, et ratifié par Washington: l'Europe alliée put en effet collectionner en ce lieu un monceau de déclarations atterrantes. On les résumera ici à celles du Secrétaire d'Etat à la Guerre, sur le »report (...) grâce à ce programme [, de] la frontière des Etats-Unis (...) en Europe plutôt que sur notre côte atlantique<sup>78</sup>; et à celles (aveux passés et futurs) du représentant démocrate Clarence Cannon, Président de la Commission des Appropriations, vivement critiquées après leur publication et (fallacieusement) qualifiées de »délire irresponsable« ou d'»élucubration (...) inepte et stupide«, pour la raison essentielle qu'elles »seraient exploitées par la presse communiste dans le monde entier«: »naturellement une guerre ne peut pas être gagnée par la puissance aérienne seule. Mais grâce au Pacte de l'Atlantique, nous aurons des Alliés [»et (I. gr. fx) (sic) sur le territoire de ceux-ci, des bases (aériennes) pour des bombardements stratégiques«,] qui ont des troupes et des (navires) et qui devraient avoir (l')occasion de remplir leurs obligations de puissances contractantes. Pourquoi ne pas les laisser apporter leur contribution en envoyant les jeunes gens nécessaires pour le territoire ennemi après que nous l'aurons démoralisé et anéanti par nos attaques (aériennes)? Nous avons suivi un tel plan pendant la dernière guerre<sup>79</sup>.

L'Europe occidentale se sut non protégée *en général* par le Pacte lorsque le conflit aurait éclaté. Les Archives du Quai ne permettent plus d'attribuer à la perfidie de Moscou le thème de la »chair à canon« européenne, que les Occidentaux transformèrent à destination des opinions publiques continentales, rudement éprouvées par une longue expérience, en manœuvre d'intoxication du Kremlin. A l'évidence, en dépit de la contre-offensive idéologique qu'il prescrivit, le très antisoviétique Ambassadeur Chataigneau redouta fort, tout en comparant la »propagande« soviétique à celle »de l'Allemagne il y a dix ans«, que le »soupçon« ne gagnât »les peuples [occidentaux] contre leurs alliés«, quant à l'intention des Américains et des Anglais de s'appuyer sur leur marine et leur aviation »tandis que leurs alliés se batt[raient] par leurs fantassins<sup>80</sup>.

75 Tél. très secret, réservé de Massigli n° 3582-3583, Londres, 13 octobre 1948, Europe ... 1944-1949, vol. 23, Alliance occidentale (Pacte atlantique; plus loin PA), MAE.

76 Rapport de l'Inspection du Désarmement (voir n. 20).

77 Lettre de Hardion, Madrid, 12 avril 1949, Europe ... 1944-1949, vol. 27 PA (avril-juin 1949).

78 Lettre de Bérard n° 1847, Washington, 29 avril 1949, idem.

79 Tél. de Bonnet N° 1944-1947, 10 mai 1949, confirmant, sur la demande de Paris (tél. du 7 mai), les propos tenus par Cannon le 13 avril lors de la discussion du budget militaire, idem. Reproduit avec ses parenthèses originales.

80 Tél. de Profflet n° 838-839, Varsovie, 23 août 1949 (sur »la chair [...]«) et de Chataigneau n° 1665, Moscou, 11 août 1949, Z Europe Généralités 1949-1955, PA, OTAN et Pacte Méditerranéen (juillet-décembre 1949), vol. 17, MAE. Se fondant sur la seule publication des Foreign Relations of The United States et des débats du Congrès de 1949-1950, IRELAND démontre que, selon le »plan stratégique« approuvé par Truman le 27 janvier 1950, »le noyau dur des forces terrestres viendra[it] des nations européennes« tandis que les Etats-Unis, chargés de façon exclusive des bombardements

L'alliance ne garantit naturellement pas davantage les « Occidentaux » du côté allemand, abcès dont chacun savait qu'ils constituerait le foyer originel d'un nouvel embrasement du continent. En avril 1949, le concert optimiste servi par le Secrétaire d'Etat Acheson, auquel fit écho la presse, sur les « garanties de sécurité d'une importance exceptionnelle (...) données par les accords de Londres [de 1948] contre une résurrection militaire allemande » fut sérieusement assombri par la menace – permanente pression sur Paris que les années de la CED allaient porter à un point d'orgue – d'« une réduction radicale à une date rapprochée » des forces d'occupation américaines en Allemagne: la presse « déclar[a volontiers ] que le Pacte de l'Atlantique donn[ait] désormais aux puissances d'Europe occidentale face à l'Allemagne, les garanties (...) jusqu'à présent recherchées dans une occupation ». Bérard, peu convaincu des vertus conjuguées des deux textes signés récemment à Washington – Pacte, le 4, autant qu'accords relatifs à l'Allemagne, le 8, mutuellement liés – argua, lucide et impuissant, « que le Pacte de l'Atlantique suppos[ait] précisément le maintien des troupes américaines en Allemagne, car les nations européennes et la France en particulier, ne comprendraient pas qu'on leur demande d'assumer un fardeau militaire et des risques accrus si en même temps le Gouvernement américain réduisait sa participation aux mêmes risques »<sup>81</sup>.

Que lesdites troupes demeurassent, même durablement, sur le domaine conservé à la sphère américaine, ne levait pas l'incertitude sur leur brutal retrait éventuel lors de l'explosion européenne – ou plutôt l'angoisse née de la certitude que le retrait en serait alors ordonné. L'entretien Seydoux-Garran « rappel[a] étrangement » au clairvoyant Tarbé, le 4 avril – jour de la signature du Traité –, la conversation qu'il avait eue avec le Britannique Kirkpatrick « en ce même Berlin, en 1934, (...) alors que nous étions tous les deux ici premiers Secrétares. Lui aussi parlait de la fatalité d'une renaissance militaire allemande mais estimait que l'important était de maintenir des liens entre la France et l'Angleterre, et que ce serait suffisant. Nous avons vu la suite des événements... Aujourd'hui, on parle du Pacte de l'Atlantique... »<sup>82</sup>

Un an plus tard, le 18 avril 1950, avant la Corée, avant les prétendues « surprises » de Schuman sur le réarmement allemand (à New York)<sup>83</sup>, la Direction d'Europe motiva notamment – pour le coup avec sincérité – son opposition à celui-ci par la crainte des « risques de complications internationales » consécutives, lesquelles pourraient entraîner aussitôt « un retrait des forces américaines. Or c'est (...) la présence de celles-ci en Allemagne qui conditionne l'application automatique » – appréciation très forcée – « du Pacte de l'Atlantique par les Etats-Unis »<sup>84</sup>. L'« assurance (...) contre une éventuelle agression soviétique » prétendument requise par Adenauer et la fausse alternative de la « défense (...) sur le Rhin ou sur l'Elbe » – loin des proclamations

stratégiques, partageraient les responsabilités avec la Grande-Bretagne dans le maintien des lignes de communication aériennes et maritimes, ID., *The entangling* (voir n. 70) p. 166–167 (et plus largement, chap. 5).

81 Tél. réservé de Bérard n° 1839, Washington, 29 avril 1949, *Allemagne...* vol. 79.

82 Lettre à J.-C. Paris, 4 avril 1949, déjà citée. Y 1944–1949, vol. 323.

83 Alfred GROSSER, *La IV<sup>e</sup> République et sa politique extérieure*, Paris 1972, p. 240.

84 Note sur l'avenir de l'Allemagne, 12 avril 1950, *l'Europe généralités 1949–1955*, vol. 87, Conférence de Londres, mai 1950, MAE.

idéologiques (et hypocrites) de tréteaux, destinées à complaire aux Américains<sup>85</sup>, au sens d'ailleurs fort ambigu – ne pouvaient ni l'une ni l'autre<sup>86</sup> assurer l'impossible »sécurité« d'une Allemagne qui serait fatalement transformée en »champ de bataille en cas de conflit«; mais assurément la »sécurité« d'une RFA réarmée »à laquelle nous aurons rendu sa liberté d'action (...) risquerait d'être incompatible avec la »sécurité« (sic) des pays occidentaux«<sup>87</sup>.

Constat d'échec et d'impuissance antérieur à l'ère de la CED, – laquelle transformerait en question politique nationale des débats que les diplomates et dirigeants français avaient presque réussi à confiner au secret des cabinets ministériels, et que les communistes, beaucoup moins discrets pourtant, n'avaient pas réussi à porter devant »les masses«. Confrontée dès 1945 à une stratégie de reconstruction prioritaire de l'Allemagne dont la dimension militaire ne fut ni tardive ni mineure, la France étatique, au début de l'ère atlantique, emprunta désormais officiellement, malgré sa rancœur enflée par la récente expérience acquise, les voies du précédent après-guerre. Plus que probablement les motivations intérieures – du péril rouge supposé aux réels besoins en dollars – jouèrent dans le ralliement à la »politique [anglo-saxonne] du cordon sanitaire ou [du] pacte anti-Komintern«<sup>88</sup> très précocement perçue un rôle fondamental. Paris eût évidemment préféré conjurer deux hantises dont ses choix extérieurs en faveur de Washington attestèrent le caractère antagonique: la crainte d'un communisme intérieur puissant, tenu en respect notamment par l'édification d'une »Sainte-Alliance« dont les projets antérieurs de »Bloc occidental« avaient dressé l'esquisse; la peur d'une fraction d'Allemagne, certes acquise à l'Occident – moyen douteux de supprimer les ardeurs belliqueuses du capitalisme allemand, en cas de crise, vis-à-vis de ses voisins de l'Ouest –, mais dont la volonté de revanche sur la capitulation et les pertes subies en 1945 et la puissance, fondée, comme naguère, sur l'industrie lourde, soumettraient l'ensemble de l'Europe, partie occidentale incluse, à un danger militaire permanent: la perspective d'un nouveau conflit généralisé.

Plus précisément, et malgré les propos publics, c'est moins l'agressivité allemande proprement dite, tempérée par l'expérience vécue de 1941 à 1945, que l'usage que Washington – flanqué de Londres – projetait d'en faire, pour »amener les Soviétiques à capituler«<sup>89</sup>, qui inquiéta vivement Paris. La priorité intérieure choisie conduisit logiquement à la capitulation française sur le problème d'une sécurité militaire qui concernait l'Allemagne – non l'URSS: les Archives du Quai devaient à cet égard

85 Voir par exemple Ramadier, alors Ministre de la Défense, en voyage aux États-Unis, dans un discours du 3 octobre 1949: »La ligne idéale de défense devrait être située aussi près que possible du rideau de fer«. Circulaire n° 291, IP, Paris, 4 octobre 1949. Z Europe Généralités 1949–1955, vol. 17. PA, Pacte méditerranéen, juillet–décembre 1949, MAE. Même cote (et cf. n. 87) sur la demande allemande.

86 Tout ce qui précède donne sérieusement à penser que la thèse de la »Stratégie de l'avant aussi près que possible du Rideau de Fer« précocement revendiquée (1949) par le Général Beaufre, et officiellement vouée à la défense de l'Europe »en avant du Rhin« (cité par IRELAND, *The entangling* [voir n. 70] p. 170–171) dissimula le souci d'engager »le »gendarme« allié«, selon l'expression de la Direction d'Europe en mai 1949 (réf. de la n. 70), sur l'ensemble du territoire ouest-allemand.

87 Note de la Direction d'Europe sur la sécurité de l'Allemagne de l'Ouest, 18 avril 1950, Europe ... 1949–1955, vol. 87.

88 Tél. Charpentier n° 3938–3942, Moscou, 21 septembre 1945, Europe 1944–1949, vol. 4, Projet d'Union occidentale (octobre 1944–décembre 1948), MAE.

89 Lettre de Bonnet n° 2351, Washington, 27 octobre 1948, Allemagne ... vol. 79.

inciter les historiens français à traiter avec plus de circonspection le matériau imprimé (et particulièrement des Mémoires de diplomates moins sincères que leurs courriers du temps) relatif au «spectre de Munich» ou à la «psychose de guerre»<sup>90</sup> créée en Europe par les agissements concrets ou présumés de l'URSS. Capitulation préparée de longue date, par la résignation à l'alignement sur la stratégie germano-européenne des Etats-Unis, tout en traînant les pieds pour s'exécuter sur un terrain économique qui constitua, libérant l'arsenal de la Ruhr, le fondement du réarmement: le silence gouvernemental sur la question des effectifs, obstinément gardé en la décisive année 1948, fut prolongé par l'assentiment explicite au réarmement industriel, en avril 1950 – rituellement restreint par la référence à Moscou («Si la fabrication de matériel de guerre de la Ruhr semble [...] de nature à troubler gravement nos relations avec l'URSS, il n'est peut-être pas impossible d'envisager une sorte de répartition des tâches entre la sidérurgie allemande et celle des autres bassins européens. Une autre formule qui comporterait évidemment plus de dangers, consisterait en la livraison par l'Allemagne de produits bruts ou semi-ouvrés sous le contrôle de l'OMS (sic)»<sup>91</sup>).

Il resta à des responsables français aussi anticommunistes et «intérieurement» antisoviétiques que leurs alliés à se reposer comme naguère sans pouvoir le claironner, en pleine «guerre froide», sur la résistance soviétique à l'objectif américain de transformation de l'ancienne Wehrmacht, appuyée sur un arsenal rhurois reconstitué, en nouveau brulôt contre l'Est – version rafraîchie des «mains libres à l'Est», obscurcie par l'assurance, démontrée quelques années auparavant, que tout le continent flamberait. Telle est l'origine d'un «flirt», certes extrêmement limité – oscillant entre la clandestinité et l'autocensure –, avec les Soviets, que les partisans de la CED attribueraient aux sombres manœuvres de Moscou, mais qui n'eut point besoin de ces tentatives de séduction pour attirer Paris: c'est de ce côté-là seulement que les précautions contre le retour du «danger allemand» – rigoureusement exclues chez les Anglo-Saxons – avaient pu être maintenues. Les *durables* ambiguïtés de la politique extérieure française<sup>92</sup> et la vive conscience allemande du risque de périr pour les besoins d'une stratégie non-nationale se parent de nouvelles couleurs, éclairées par les dossiers des premières années de l'atlantisme.

90 Pierre MÉLANDRI, *L'Alliance Atlantique*, Paris, 1979, p. 36–37 (et passim).

91 Note du 18 avril 1950 citée à la n. 87, *Europe ... 1949–1955*, vol. 87.

92 Sur la période suivante: Annie LACROIX-RIZ, *La France face à la puissance militaire ouest-allemande à l'époque du Plan Pleven (1950–1954)*; ID., *La perception militaire de l'URSS par l'occident au début des années cinquante: peur de l'Armée Rouge ou «ogre soviétique»*, conférence de Hull, *European Unity in Context...*, 20–24 septembre 1989, à paraître.